

ATTENTION, AUCUNE DEMANDE DE SUBVENTION NE SERA EXAMINÉE SI LE PRESENT RÈGLEMENT N'A PAS ÉTÉ RETOURNÉ ET SIGNÉ

VERSION n°6 - approuvée par le Bureau communautaire du 03/11/2025 - DB n°37-2025

SOMMAIRE

Article 1 : Champ d'application	2
Article 2 : Eligibilité aux subventions	2
1. Catégories d'associations :	2
2. Conditions d'éligibilité :	2
a. Catégorie 1 : pour une association sportive compétitrice :	2
b. Catégorie 2 : pour une association de solidarité / caritative	3
c. Catégorie 3 : pour une association de loisirs, de pêche, sportives non-affiliées ou multi-activités	3
d. Catégorie 4 : pour une association culturelle, patrimoniale ou socio-éducative,	3
Article 3 : Fonctionnement des subventions et attributions	3
1. Types de subventions	3
2. Présentation des demandes de subvention	3
3. Description du déroulement de la procédure de subvention	4
4. Critères d'attributions	4
a. Subventions de fonctionnement	4
b. Subvention exceptionnelle ou événementielle pour les associations du territoire	7
c. Subvention exceptionnelle ou événementielle pour les associations hors du territoire	7
5. Reversement d'une subvention à un autre organisme	7
6. Durée de validité des décisions	7
7. Paiement des subventions	7
a. Subventions inférieures à 5000 €	8
b. Subventions supérieures à 5000 €	8
Article 4 : Les obligations administratives et comptables pour l'association	8
Article 5 : Mesures obligatoires d'information au public	8
Article 6 : Modification de l'association	9
Article 7 : Respect du règlement	9
Article 8 : Modification du règlement :	9
Article 9 : Litiges	9

RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Vu l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 13 de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu l'article 81 de la loi du 29 janvier 1993 relative à la transparence des procédures publiques et à la présentation de la corruption et son décret d'application n°2001-379 du 30 avril 2001,

Vu l'article 10 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Définition : « La subvention publique caractérise la situation dans laquelle la collectivité apporte un concours financier à une action initiée et menée par une personne publique, ou privée, poursuivant des objectifs propres auxquels l'administration y trouvant intérêt, apporte soutien et aide ».

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La Communauté de communes Rives de Saône s'est engagée dans une démarche de transparence vis-à-vis des associations bénéficiaires de subventions.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des subventions versées aux associations par la Communauté de communes Rives de Saône.

Il définit les conditions générales d'attribution et les modalités de paiement des subventions communautaires sauf dispositions particulières contraires prévues explicitement dans la délibération attributive. Toute association sollicitant une subvention est tenue de respecter la procédure mise en place par l'EPCI : délai, documents à remplir et à retourner. Le respect de cette démarche facilitera le déroulement du traitement de chaque demande et de sa prise en compte par les élus de la Communauté de communes.

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE AUX SUBVENTIONS

L'attribution de subvention n'est pas une dépense obligatoire pour la Communauté de communes. Elle est soumise à la libre appréciation du Conseil communautaire. Seule l'assemblée délibérante peut déclarer une association éligible ou pas. La subvention est facultative, précaire et conditionnelle.

1. Catégories d'associations :

Pour être éligible aux subventions de fonctionnement, l'association doit :

- Être une association dite loi 1901 et avoir au moins deux ans d'existence (exception faite d'associations créés à la suite de la dissolution de leur association mère ou réactivées à la suite d'une mise en sommeil),
- Avoir son siège social, dans l'une des communes membres de la Communauté de communes Rives de Saône,
- Avoir son activité principale ou un impact réel pour le territoire communautaire
- Avoir des activités conformes relevant de l'une des compétences de la Communauté de communes Rives de Saône ou favoriser son accomplissement,
- Avoir présenté une demande conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement,
- Ne pas être une association de chasse.

Quatre catégories sont définies :

- Catégorie 1 : sportive **compétitrice**
- Catégorie 2 : de solidarité/caritative
- Catégorie 3 : loisirs et multi-activités
- Catégorie 4 : culture, patrimoine et socio-éducative

2. Conditions d'éligibilité :

- a. *Catégorie 1 : pour une association sportive **compétitrice** :*

La participation financière de la collectivité est effectuée selon la politique définie par le Conseil communautaire aux associations sportives œuvrant sur le territoire communautaire et dont le panel d'adhérents est d'au moins vingt personnes venant d'au moins trois communes membres du territoire communautaire.

Sont exclues les associations sportives non-affiliées à une fédération et ne participant pas à des compétitions sportives, et les associations de pêche ; celles-ci entrant dans la catégorie 3.

b. Catégorie 2 : pour une association de solidarité / caritative

La collectivité participe financièrement aux budgets des associations et structures caritatives et/ou à objet social dont le champ d'action rayonne sur le bassin de vie.

La collectivité peut également apporter une participation en nature, notamment par la fourniture de consommables ou par tout autre moyen jugé utile au bénéfice des associations caritatives et/ou à vocation sociale. Ne sont pas éligibles les actions caritatives de reprise d'événements nationaux.

c. Catégorie 3 : pour une association de loisirs, de pêche, sportives non-affiliées ou multi-activités

La participation financière de la collectivité est effectuée selon la politique définie par le Conseil communautaire aux associations de loisirs, de pêche, sportives non-affiliées ou multi-activités œuvrant sur le territoire communautaire d'un nombre minimum de dix adhérents et/ou organisant au moins une manifestation par an sur le territoire.

Ne sont pas éligibles les actions d'animation de loisirs (fêtes de village sans thématique, repas dansant, vide grenier, loto, marché artisanal, brocantes...), et de reprise d'événements nationaux.

d. Catégorie 4 : pour une association culturelle, patrimoniale ou socio-éducative,

La participation financière de la collectivité est effectuée selon la politique définie par le Conseil communautaire aux associations culturelles, patrimoniales et/ou socio-éducative œuvrant sur le territoire communautaire d'un nombre minimum de dix adhérents et/ou organisant au moins une manifestation par an sur le territoire.

Ne sont pas éligibles les actions d'animation de loisirs (fêtes de village sans thématique, repas dansant, vide grenier, loto, marché artisanal, brocantes...), et de reprise d'événements nationaux.

ARTICLE 3 : FONCTIONNEMENT DES SUBVENTIONS ET ATTRIBUTIONS

1. Types de subventions

Les associations éligibles peuvent formuler deux types de demande :

- Une subvention de fonctionnement :
Cette subvention est une aide financière de la communauté de communes à l'exercice de l'activité ou des activités courantes de l'association. Le montant est variable selon les critères d'attribution.
- Une subvention dite exceptionnelle ou événementielle :
Cette subvention peut être demandée pour la réalisation d'une activité spécifique ou pour une opération particulière. Celle-ci ne sera versée qu'après la réalisation de l'action concernée et sur présentation de justificatifs (photos, rapport d'activité, etc.) et après accord du Conseil communautaire.

Toute subvention non utilisée doit être restituée avant la clôture de l'exercice.

Tout accord de subvention n'engage pas la collectivité pour les années suivantes.

2. Présentation des demandes de subvention

Afin d'obtenir une subvention, l'association est tenue d'en faire la demande sur le formulaire spécifique de la Communauté de communes Rives de Saône, disponible sur le site de la Communauté de communes : www.rivesdesaone.fr

Ce formulaire, accompagné des documents demandés (cf. le dossier de subvention), doit être déposé **au plus tard à la date limite indiquée sur le dossier**, afin d'être pris en compte.

Tout dossier partiellement rempli, non complet ou déposé après la date, sera traité selon les critères accordant le moins de points ou ne sera pas traité selon les éléments manquants du dossier.

Pour être étudiée, toute demande de subvention devra être complète :

- Un engagement sur l'honneur du président (e) de l'association de l'exactitude des mentions portée à la connaissance de la Communauté de communes Rives de Saône
- Le dossier de subvention dûment complété avec les annexes
- Tous les documents demandés (voir la liste en dernière page du dossier).

Le montant de la subvention est non révisable à la hausse, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel de l'opération. Si la dépense n'atteint pas le coût prévisionnel de l'action, la subvention est versée au prorata du montant des dépenses effectivement justifiées.

L'opération pour laquelle une subvention communautaire est attribuée doit être effectivement réalisée dans l'année concernée. À l'expiration de ces délais, la caducité de la subvention sera confirmée au bénéficiaire. Une procédure de reversement sera engagée pour les sommes déjà versées et non justifiées. Sur la base d'un dossier complet, le Conseil communautaire prend une décision d'attribution formalisée par délibération, après étude par la commission concernée.

3. Description du déroulement de la procédure de subvention

Pour toutes les associations :

Février N	Envoi courriel « d'appel à subvention »
Au 15 mars N	Retour des dossiers complétés (impératif)
Du 15 mars au 30 avril N	Vérification des dossiers
Mai N	Présentation des dossiers en commission
Mai Juin N	Vote des subventions par le Conseil communautaire
Avant le 15 juillet N (sauf cas particuliers)	Notification aux associations de la décision

Pour les subventions exceptionnelles ou évènementielles :

Paieement à réception de la demande de versement après production de tous les documents justificatifs.

4. Critères d'attributions

Le montant de la subvention sera déterminé par le Conseil communautaire en fonction de critères d'information et d'analyse tangibles et quantifiables.

Toutefois, la subvention attribuée ne peut dépasser le montant demandé. En cas de reliquat de la somme totale, annuelle inscrite au budget, celle-ci peut être distribuée en partie ou en totalité :

- Soit à parts égales à tous types d'associations qui organiseront et participeront à des évènements sportifs et/ou culturels organisés par la communauté de communes
- Soit à des demandes exceptionnelles ou évènementielles de l'année

a. Subventions de fonctionnement

Les éléments pris en compte sont les suivants :

- Montant demandé,
- Résultats annuels de l'association,
- Intérêt public local,
- Rayonnement de l'association,
- Nombre d'adhérents, dont du territoire communautaire et les tranches concernées,
- Les réserves propres l'association

- Réserve financière : si elle est d'un montant égal à deux fois son budget annuel, la Communauté de communes Rives de Saône ne versera pas de subvention pour l'année concernée,
- Intervention dans le cadre d'actions citoyennes de développement durable ou en faveur du handicap
- La mise à disposition, ponctuelle ou récurrente d'un local, et/ou matériel, véhicule et personnel communautaire
- Ne pas être une association de pêche qui peuvent demander uniquement une subvention exceptionnelle ou événementielle.

Les critères d'attributions sont fixés selon les catégories des associations.

CATEGORIE 1 : ASSOCIATIONS SPORTIVES **COMPETITRICE**

Soutien en faveur des associations sportives :

La somme totale annuelle inscrite au titre de l'enveloppe sportive est répartie entre les différentes associations éligibles selon les critères suivants.

Critères										
Part fixe :	Effectifs :	Déplacements N-1 :								
20% de l'enveloppe globale divisé par le nombre d'associations demandeuses.	<p>45 % de l'enveloppe globale en fonction du nombre de points apportés par la tranche d'âge des adhérents licenciés selon le tableau ci-dessous :</p> <table><tr><td>1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -</td><td>2 points</td></tr><tr><td>1 jeune adulte (Senior) de 18ans jusqu'à 24ans inclus</td><td>1 point</td></tr><tr><td>1 adulte de 25ans et +</td><td>0.5 point</td></tr><tr><td>1 dirigeant / éducateur / entraîneur</td><td>2 points</td></tr></table> <p>Chaque association doit fournir de sa Fédération le tableau récapitulatif des licenciés (avec tranches d'âge)</p>	1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	2 points	1 jeune adulte (Senior) de 18ans jusqu'à 24ans inclus	1 point	1 adulte de 25ans et +	0.5 point	1 dirigeant / éducateur / entraîneur	2 points	<p>35 % de l'enveloppe globale en fonction du nombre de km - distance aller/retour en comptant 1 véhicule pour 4 sportifs pour les sports individuels et collectifs.</p> <p>Nombre de joueurs théoriques des sports collectifs :</p> <ul style="list-style-type: none">- Basket : 5- Hand-ball : 7- Football : 11- Rugby : 15 <p>Pour les collèges publics : forfait de 5 000 km</p> <p>Les clubs non-inscrits en compétition ne peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement.</p> <p>Les kms parcourus par les associations utilisant gratuitement des bus de la Communauté de communes ne pourront être comptabilisés dans les calculs pour l'attribution de la part déplacement.</p>
1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	2 points									
1 jeune adulte (Senior) de 18ans jusqu'à 24ans inclus	1 point									
1 adulte de 25ans et +	0.5 point									
1 dirigeant / éducateur / entraîneur	2 points									

Soutien en faveur des écoles de sport labélisées :

Une aide forfaitaire définie lors du budget est attribuée aux associations sportives portant école de sport ayant acquis un label de leur fédération ou de leur comité sportif fédéral.

Pénalité :

Un abattement de 10 % est appliqué sur la subvention du club absent lors de la réunion annuelle de répartition de la subvention. Le montant total des abattements est redistribué à part égales aux associations présentes ou selon les souhaits des associations présentes.

Dégradations :

En cas de constatation de dégradations commises par les clubs sur les équipements sportifs communautaires, le montant des réparations est déduit de la subvention attribuée.

CATEGORIE 2 : ASSOCIATION DE SOLIDARITE/CARITATIVES

Subvention budgétisée lors du budget et attribuée en fonction de l'intérêt public local.

CATEGORIE 3 : ASSOCIATIONS DE LOISIRS, SPORTIVES NON-AFFILIEES OU MULTI—ACTIVITES

La somme totale annuelle inscrite au titre de la catégorie 3 est répartie entre les différentes associations éligibles selon les critères suivants.

Critères										
Part fixe :	Effectifs :	Valeurs :								
20% de l'enveloppe globale divisé par le nombre d'associations demandeuses.	30 % de l'enveloppe globale en fonction du nombre de points apportés par la catégorie des adhérents selon le tableau ci-dessous : <table><tr><td>1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -</td><td>1.5 points</td></tr><tr><td>1 adulte de 18ans ou + du territoire</td><td>1 point</td></tr><tr><td>1 adulte de 18ans ou + hors du territoire</td><td>0.5 point</td></tr><tr><td>1 dirigeant/éducateur</td><td>1.5 points</td></tr></table>	1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	1.5 points	1 adulte de 18ans ou + du territoire	1 point	1 adulte de 18ans ou + hors du territoire	0.5 point	1 dirigeant/éducateur	1.5 points	50% de l'enveloppe globale pour la valeur du projet (de 0 à 5 points). Cette attribution de point permet d'établir un classement. Le montant de la part valeur sera proposé en fonction des caractéristiques de chaque projet (article 3.4.a dont les missions, le domaine d'intervention, le rayonnement, la diversité du public cible, le dynamisme, ...) et sera établi en fonction du classement, tout en tenant compte des capacités budgétaires de la Communauté de communes Rives de Saône.
1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	1.5 points									
1 adulte de 18ans ou + du territoire	1 point									
1 adulte de 18ans ou + hors du territoire	0.5 point									
1 dirigeant/éducateur	1.5 points									

Les associations de pêche ne peuvent bénéficier de la subvention de fonctionnement.

Pénalité :

Un abattement de 10 % est appliqué sur la subvention du club absent lors de la réunion annuelle de répartition de la subvention. Le montant total des abattements est redistribué à part égales aux associations présentes ou selon les souhaits des associations présentes.

CATEGORIE 4 : ASSOCIATIONS CULTURELLES, PATRIMONIALES OU SOCIO-EDUCATIVE.

La somme totale annuelle inscrite au titre de la catégorie 4 est répartie entre les différentes associations éligibles selon les critères suivants.

Critères						
Part fixe :	Effectifs :	Valeurs :				
20% de l'enveloppe globale divisé par le nombre d'associations demandeuses.	30 % de l'enveloppe globale en fonction du nombre de points apportés par la catégorie des adhérents selon le tableau ci-dessous : <table><tr><td>1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -</td><td>1.5 points</td></tr><tr><td>1 adulte de 18ans ou + du territoire</td><td>1 point</td></tr></table>	1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	1.5 points	1 adulte de 18ans ou + du territoire	1 point	50% de l'enveloppe globale pour la valeur du projet (de 0 à 5 points). Cette attribution de point permet d'établir un classement. Le montant de la part valeur sera proposé en fonction des caractéristiques de chaque projet (article 3.4.a dont les missions, le domaine d'intervention, le rayonnement, la
1 jeune (Junior) de 17ans inclus et -	1.5 points					
1 adulte de 18ans ou + du territoire	1 point					

	1 adulte de 18ans ou + hors du territoire	0.5 point	diversité du public cible, le dynamisme, ...) et sera établi en fonction du classement, tout en tenant compte des capacités budgétaires de la Communauté de communes Rives de Saône.
	1 dirigeant/éducateur	1.5 points	

Pénalité :

Un abattement de 10 % est appliqué sur la subvention du club absent lors de la réunion annuelle de répartition de la subvention. Le montant total des abattements est redistribué à part égales aux associations présentes ou selon les souhaits des associations présentes.

b. Subvention exceptionnelle ou événementielle pour les associations du territoire

La demande devra être motivée par :

- un événement ou une manifestation sportive culturelle ou nautique à forte fréquentation dont le rayonnement dépasse le cadre du territoire communautaire et peut contribuer directement ou indirectement au développement économique communautaire
- un équipement ou un investissement.

La demande devra être distincte de la demande de subvention de fonctionnement.

Elle est attribuée au cas par cas sur examen de la demande et au regard de l'intérêt que revêt l'activité de l'association.

c. Subvention exceptionnelle ou événementielle pour les associations hors du territoire

La demande devra être motivée par un événement ou une manifestation sportive, culturelle ou nautique à forte fréquentation sur le territoire communautaire dont le rayonnement dépasse le cadre du territoire et peut contribuer directement ou indirectement au développement économique communautaire.

Elle est attribuée au cas par cas examen de la demande et au regard de l'intérêt que revêt l'activité de l'association.

5. Reversement d'une subvention à un autre organisme

Impossible, sauf si l'association y a été autorisée par la collectivité qui l'a subventionnée à l'origine.

Depuis l'article de la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 de simplification du droit, l'article L. 1611-4 dispose expressément « *qu'il est interdit à tout groupement ou toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer toute ou partie en subventions à d'autres associations, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité et l'organisme subventionné* ».

6. Durée de validité des décisions

La validité de la décision prise par le Conseil communautaire est fixée à l'exercice à laquelle elle se rapporte. Si à l'expiration de ce délai, les pièces justificatives demandées ne sont pas fournies, l'association perd le bénéfice de la subvention.

7. Paiement des subventions

Le versement s'effectue par virement sur compte bancaire, sous réserve de la production de l'intégralité des pièces justificatives, sauf dispositions particulières.

a. Subventions inférieures à 5000 €

Les subventions inférieures ou égales à 5 000 € sont versées en une seule fois, si des justificatifs de réalisation ne sont pas à produire à partir de juillet de l'année N.

b. Subventions supérieures à 5000 €

Les subventions supérieures à 5 000€ sont versées :

- Pour 50 % au cours à partir de juillet de l'année N
- Pour 50 % au plus tard au 1^{er} décembre de l'année N

En cas d'annulation du projet, la demande ou la subvention accordée n'a plus lieu d'être et l'acompte, s'il a été versé, devra être remboursé à la Communauté de communes Rives de Saône.

La conclusion d'une convention d'objectifs est obligatoire lorsque le montant de cette subvention est égal ou supérieur à 23 000 euros. Cette convention contient impérativement l'objet de la subvention, son montant et les conditions de son utilisation (programme d'actions que l'association s'engage à réaliser, moyens à mettre en œuvre à cet effet).

La Communauté de communes Rives de Saône se réserve toutefois le droit si elle le juge utile et nécessaire d'établir cette convention pour les subventions d'un montant inférieur 23 000 €.

ARTICLE 4 : LES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES POUR L'ASSOCIATION

L'association ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée. Le contrôle a pour but de juger du bon emploi de la subvention par rapport à l'objectif prévu.

ARTICLE 5 : MESURES OBLIGATOIRES D'INFORMATION AU PUBLIC

L'attribution d'une aide entraîne l'obligation d'une publicité du soutien de la Communauté de communes Rives de Saône de la part de l'organisateur (article de presse, discours, compte-rendu...) :

- Par l'apposition du logo de la collectivité sur tous les supports de communication et la mention du soutien de la collectivité dans ses communications presse et réseaux sociaux.
- Dans la mention de la collectivité lors des discours inauguraux.
- Dans le cas d'un événement le permettant, par l'installation sur site de banderoles événementielles fournies par la CCRS

Les organisateurs doivent prendre contact, suffisamment en amont, avec le service Communication de la Communauté de communes pour :

- Obtenir le logo de la CCRS et les consignes d'utilisation ainsi que les matériels événementiels
- Envoyer les supports de communication
- Informer des temps officiels organisés lors d'un événement pour s'assurer d'une présence des élus de la CCRS.

La CCRS s'efforcera, en accord avec sa ligne éditoriale, de relayer la communication des organisateurs dans ses propres supports de communication (Facebook, actualités site internet et intranet). Elle invite également les organisateurs à saisir leur événement dans le formulaire "Relayez vos animations" (www.saone-tourisme.fr/agenda) afin que ce dernier soit ajouté dans l'agenda du site internet de l'Office de Tourisme Rives de Saone www.saone-tourisme.fr.

En accord avec l'exemplarité de son Plan Climat-Air-Energie Territorial et dans un objectif de respect des paysages et des sites, les organisateurs doivent en particulier s'interdire l'affichage sauvage et s'engager à retirer le plus tôt possible après l'événement les signalisations temporaires autorisées.

Contacts : communication@rivesdesaone.fr

L'aide de la Communauté de communes à l'organisation d'une manifestation peut être la prise en charge de la publicité.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ASSOCIATION

L'association fera connaître à la Communauté de communes Rives de Saône, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettra la Communauté de communes Rives de Saône ses statuts actualisés.

ARTICLE 7 : RESPECT DU REGLEMENT

L'absence totale ou partielle du respect des clauses présent règlement pourra avoir pour effets :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des sommes allouées (si subvention exceptionnelle ou événementielle),
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieures présentées par l'association.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU REGLEMENT :

Le Bureau communautaire se réserve le droit de modifier, par décision de Bureau, le présent règlement.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de litige, l'association et la Communauté de communes Rives de Saône s'engage rechercher une solution amiable.

En l'absence de solution amiable, il est expressément stipulé que le Tribunal administratif de Dijon est seul compétent pour les différends que pourrait soulever l'application du présent règlement.

Les informations relatives aux voies de recours peuvent être obtenues auprès du Greffe du Tribunal.

Seurre, le

Le représentant de l'association

« *Lu et approuvé* »

Nom et fonction du signataire

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE N
PIECES A FOURNIR OBLIGATOIREMENT
AU PLUS TARD LE 15 MARS N

- Le dossier général complet fourni par la communauté de communes Rives de Saône dûment complété et signé,
- Le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale,
- Les comptes de résultat de l'année écoulée ou de la dernière saison écoulée,
- Le solde des comptes bancaires de l'association à la date de fin du dernier exercice comptable certifié conforme par le Président (copie des relevés de banque et des comptes bloqués)
- Le RIB de l'association (tout changement de compte bancaire après la date de remise des dossiers doit être systématiquement communiqué)
- La liste des adhérents avec la commune de résidence
- Pour les associations sportives (pièces complémentaires) :
 - La fiche participation aux frais kilométriques détaillant chaque déplacement
 - La fiche actualité sportive
 - Le justificatif d'affiliation à une fédération
 - Le justificatif du statut d'école de sport labellisée si c'est le cas

Pour une première demande :

- Une copie de ses statuts avec copie d'un récépissé de déclaration des statuts à la Sous-préfecture
- La composition du bureau de l'association

Pour un renouvellement de subvention et en cas de changement depuis la précédente demande :

- Une copie de statuts modifiés ainsi que la liste modifiée des dirigeants avec copie du récépissé de la Sous-Préfecture.